

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 57 - MARS 2025



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Ombeline BITOUZET, Pierre BONNEMAISON
- correction par Pierre BONNEMAISON*

6

MOYEN ORIENT

*par, Ines GUIRAMAND, Juliette MASSE, Amandine PRINTZ
- correction par Rose LOUVRIE-BUOT et Juliette MASSE*

9

AFRIQUE

*par Lino TONI, Maxime DUPINET, Elora HOUEL
- correction par Lino TONI*

12

INDOPACIFIQUE

*par Léa BLANCHET, Baptiste POULARD, Rodolphe UGUEN
- correction par Rodolphe UGUEN*

15

AMÉRIQUES

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Wandrille PICAULT
- correction par Blanche ARMINJON*

18

ARMEMENT

*par Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ
- correction par Clément LE LANDAIS*

20

DÉFENSE

*par Maximilien DESFORGES
- correction par Clément LE LANDAIS*

RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

Clément LE LANDAIS

MISE EN PAGE

Lisa AMMOUR et UGUEN Rodolphe

UN PLAN HISTORIQUE DE 800 MILLIARDS D'EUROS POUR MODERNISER LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Bruxelles – Face à un contexte géopolitique de plus en plus instable, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé un plan ambitieux visant à renforcer la capacité militaire de l'Union européenne. Baptisé "Réarmer l'Europe", ce programme prévoit la mobilisation de 800 milliards d'euros pour moderniser les armées des États membres et renforcer l'autonomie stratégique du continent.



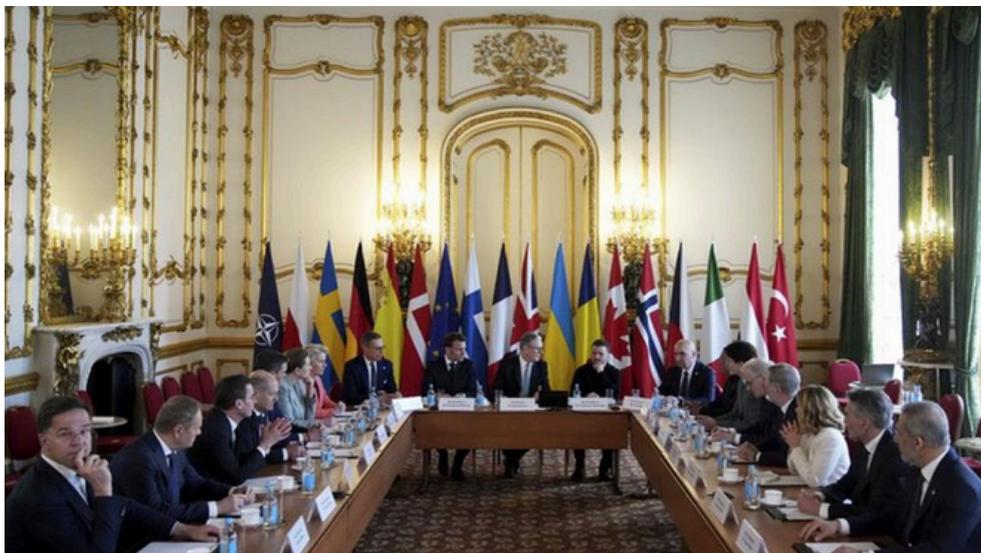
L'invasion russe de l'Ukraine et l'incertitude autour du soutien américain ont poussé les dirigeants européens à accélérer la construction d'une défense commune. Lors d'une conférence de presse, Ursula von der Leyen a souligné la nécessité pour l'Europe de "prendre son destin en main" et de "ne plus dépendre uniquement de ses alliés pour assurer sa sécurité". Le plan repose sur plusieurs leviers financiers permettant aux États membres d'augmenter leurs dépenses militaires sans être limités par les règles budgétaires de l'UE. Selon la Commission, l'objectif est de faciliter les investissements massifs dans l'industrie de défense européenne, d'améliorer l'interopérabilité entre les armées et de garantir une production accrue de matériel militaire. Le projet "Réarmer l'Europe" repose sur plusieurs axes stratégiques. D'une part, il prévoit une flexibilité budgétaire permettant aux États de dépasser temporairement les plafonds de déficit public pour investir massivement dans la défense, ce qui pourrait mobiliser jusqu'à 650 milliards d'euros sur quatre ans. D'autre part, un fonds de 150 milliards d'euros sera mis à disposition sous forme de prêts à faible taux d'intérêt pour financer des projets conjoints, notamment en matière de défense aérienne et de cybersécurité. Certaines enveloppes budgétaires, comme les fonds de cohésion, pourraient être partiellement réorientées vers le secteur de la défense. La Banque Européenne d'Investissement (BEI) sera désormais autorisée à financer des entreprises de l'industrie militaire, levant ainsi une restriction historique. Enfin, un mécanisme incitatif sera mis en place pour attirer les investissements privés et encourager l'innovation technologique dans la défense.

Ce plan marque un tournant majeur pour l'Europe, longtemps réticente à s'engager pleinement dans une politique de défense commune. Jusqu'à présent, la sécurité du continent reposait largement sur l'OTAN et le soutien militaire des États-Unis. Mais avec la montée des tensions internationales et la possibilité d'un retrait progressif des Américains du théâtre européen, les dirigeants européens prennent conscience de l'urgence d'une autonomie stratégique.

Pierre BONNEMAISON

EUROPE

SOMMET DE LONDRES : L'EUROPE FACE AU DÉFI D'UNE DÉFENSE SANS LES ETATS-UNIS



A la suite du face-à-face entre le président ukrainien Volodymyr Zelensky et son homologue américain Donald Trump, la perspective d'un dégageant américain de l'OTAN a de nouveau été abordé par ce dernier. Ainsi, l'Europe n'a plus d'autre choix que de tenter d'imaginer comment assurer la défense et la sécurité européenne par elle-même, sans soutien américain. Face aux incertitudes croissantes des dirigeants européens face à la menace américaine, ceux-ci se sont réunis à Londres pour un sommet d'urgence dans l'objectif d'afficher une unité sans faille et préparer une réponse collective face à la menace russe. En effet, Donald Trump ayant fragilisé l'alliance transatlantique en déclarant que l'Ukraine pouvait oublier la perspective d'une éventuelle adhésion à l'OTAN, les divers chefs d'Etats européens se voient revêtir la charge de garantir la sécurité de Kiev par eux-mêmes.

Face à ce désengagement progressif, le Premier ministre britannique Keir Starmer a insisté sur la nécessité de renforcer la défense européenne : "C'est un moment unique pour la sécurité de l'Europe." Un constat partagé par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qui a appelé à "urgemment réarmer l'Europe" et à augmenter les dépenses militaires. Conscients de la gravité de la situation, Londres, Paris et Kiev ont annoncé travailler sur un plan visant à mettre fin aux combats entre l'Ukraine et la Russie. Cette initiative européenne intervient alors que l'Ukraine, affaiblie par le manque de munitions et d'équipements, dépend encore largement du soutien occidental. En effet, le président ukrainien a tout de même rappelé l'importance de l'aide américaine, tout en restant lucide et affirmant que cette aide pouvait être remplacée par d'autres partenaires européens. Selon une étude des instituts Bruegels et Kiel, l'Europe pourrait assurer l'aide à l'Ukraine, à condition d'investir massivement et de mobiliser rapidement au moins 150 000 soldats pour dissuader Moscou. De même, l'Europe devrait doubler son effort financier, aujourd'hui estimé à 60 milliard d'euros, afin de parer à l'absence des Etats-Unis, et en outre revoir en profondeur sa production d'armement et son organisation militaire. Les Européens sont-ils capables de mener un tel projet ? Ce sommet marque une prise de conscience et montre que l'Europe doit apprendre à se défendre seule. La volonté politique est là, mais les obstacles restent nombreux. La capacité de l'Europe à se réarmer et à assurer la sécurité du continent dépendra désormais de la rapidité de sa mobilisation et de sa solidarité.

Ombeline BITOUZET

EUROPE

FIN DU SOUTIEN MILITAIRE AMÉRICAIN : QUELS ENJEUX POUR KIEV ?



Washington a annoncé, le 3 mars 2025, la suspension de son aide militaire à l'Ukraine, marquant un tournant majeur dans le conflit qui oppose Kiev à Moscou depuis plus de trois ans. Depuis le début de l'invasion russe en 2022, les États-Unis ont fourni une assistance militaire estimée à 64 milliards de dollars, comprenant des armes lourdes, des systèmes de défense aérienne et un soutien logistique crucial. Cette décision suscite des inquiétudes quant à l'avenir du conflit, les autorités ukrainiennes devant désormais composer avec un affaiblissement de leurs capacités de défense face à une armée russe toujours offensive.

Cette annonce intervient alors que l'Ukraine a progressivement réduit sa dépendance à l'égard du soutien américain, développant son industrie de défense et diversifiant ses sources d'approvisionnement. En 2024, Kiev finançait ou produisait déjà 55 % de son propre matériel militaire, tandis que 25 % provenaient des pays européens et seulement 20 % des États-Unis. L'essor de la production de drones, avec plus de 1,5 million d'unités fabriquées en 2024, illustre cette volonté d'autonomie. Toutefois, malgré ces avancées, certaines capacités stratégiques ukrainiennes, comme la défense anti-aérienne, restent fortement dépendantes de l'aide américaine. Le gel de cette assistance pourrait ainsi compromettre la protection de cibles civiles et militaires, notamment en raison d'un risque de pénurie de missiles pour les systèmes Patriot, essentiels pour contrer les frappes aériennes russes. Du côté de Moscou, le Kremlin a accueilli favorablement cette décision, la qualifiant de "meilleure contribution à la paix", en espérant qu'elle contraigne Kiev à négocier. Le pouvoir russe y voit un affaiblissement du soutien occidental à l'Ukraine et une opportunité de renforcer son avantage militaire sur le terrain. Cette suspension de l'aide américaine pourrait ainsi modifier les dynamiques du conflit en faveur de la Russie, à moins que les alliés européens ne prennent le relais. Face à cette situation, les Européens pourraient être amenés à intensifier leur soutien militaire à l'Ukraine pour combler le vide laissé par Washington. Depuis plusieurs mois, des discussions sont en cours au sein de l'Union européenne pour renforcer l'industrie de défense du continent et garantir un approvisionnement en armement plus indépendant des États-Unis. Toutefois, cette transition prendra du temps, et l'urgence de la situation pourrait forcer l'Ukraine à repenser sa stratégie militaire à court terme.

Pierre BONNEMAISON

MOYEN-ORIENT

GAZA : LES BÉNÉFICES STRATÉGIQUES D'AL-SISSI DANS L'IMPASSE DU CONFLIT

Le régime égyptien d'Abdel Fattah Al-Sissi semble profiter des tensions autour de Gaza. Depuis le coup d'État de 1952, la nature profondément militaire du pouvoir en Égypte s'est inscrite dans une continuité, et le système égyptien actuel n'échappe pas à cette règle. La prolongation du conflit à Gaza offre au Caire une opportunité de maintenir son influence, tout en alimentant un réseau de bénéfices lucratifs.

Le rôle de l'Égypte dans la crise de Gaza est paradoxal. Bien que le pays joue la carte de la médiation et de l'organisation de négociations, les avancées concrètes sont quasi inexistantes. Depuis la prise du pouvoir par le Hamas en 2007, les discussions interpalestiniennes sont restées au point mort. Les pourparlers de trêve, pourtant cruciaux, ont trouvé leur véritable terrain au Qatar, loin du Caire. L'Égypte semble alors plus investir dans la gestion du statu quo, en continuant de tirer profit du contrôle indirect de Gaza à travers des acteurs locaux comme Ibrahim El-Argani.

Ce dernier, lié aux services de renseignement égyptiens et proche du fils du président, est devenu incontournable dans la gestion des passages entre Gaza et l'Égypte. Ses milices et le réseau de taxation qu'elles imposent génèrent des millions de dollars mensuels. Ces « rentiers de guerre » profitent du blocus, extorquant les Palestiniens désireux de fuir et imposant des taxes sur les camions à destination de Gaza. Cette dynamique souligne les bénéfices financiers du régime à travers le maintien d'un conflit gelé et la réouverture partielle du terminal de Rafah.



La stabilité de ce système est renforcée par les aides militaires américaines, alimentées par un traité de paix datant de 1979. Ces fonds, pourtant dédiés à la défense, sont utilisés pour maintenir un dispositif répressif qui limite toute forme de développement économique en Égypte. À travers ce mécanisme, le régime d'Al-Sissi garantit son pouvoir tout en soutenant indirectement l'isolation de Gaza.

L'Égypte semble donc jouer une double stratégie : s'impliquer diplomatiquement tout en renforçant sa position économique et militaire à travers des mécanismes opaques. La gestion de Gaza reste un enjeu primordial pour un pouvoir qui, loin de chercher à résoudre le conflit, préfère le maintenir dans une forme de stagnation lucrative. Cette approche questionne l'efficacité des efforts internationaux pour parvenir à une paix durable.

Inès GUIRAMAND

MOYEN-ORIENT

ABDULLAH ÖCALAN APPELLE À L'AUTO-DISSOLUTION ET AU DÉPÔT DES ARMES DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN (PKK)

Jeudi 27 février 2025, Abdullah Öcalan, fondateur et leader historique du Parti des travailleurs du Kurdistan – PKK, a appelé depuis sa prison turque à l'auto-dissolution et au dépôt des armes du parti après la signature d'un accord trouvé avec le pouvoir turc.

Fondé en 1978, par un groupe d'étudiants de l'université d'Ankara, le Parti des travailleurs du Kurdistan, était un parti d'obédience marxiste-léniniste. En 1984, le coup d'état militaire en Turquie a forcé les membres du PKK à s'expatrier en Syrie, ces derniers ayant perpétré une série d'attentats. Abdullah Öcalan est capturé, jugé et condamné à mort en 1999, mais est finalement resté enfermé depuis la suppression de la peine capitale en 2002. Il est, depuis 4 ans mis en isolement.

Cette annonce lue par 2 députés pro-kurde DEM face aux caméras, a suivi l'annonce d'un cessez le feu entre le PKK et la Turquie, ce samedi 1er mars, après 40 ans de lutte armée.

Le conflit entre la Turquie et le PKK, dont l'objectif initial était la création d'un État kurde, a causé plus de 40 000 morts en Turquie, ainsi que dans les régions limitrophes d'Iran, d'Irak et de Syrie depuis son déclenchement en 1984.



Toutefois, depuis le début de la rébellion, le leader du PKK a déjà demandé à 4 reprises des cessez le feu unilatéraux qui n'ont pas été acceptés par les autorités turques. Néanmoins, le leader affirme que la solution lui semble aujourd'hui être politique : « Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'autre voie que la démocratie », expliquant sa demande de dépôt des armes et de dissolution du parti.

En outre, Abdullah Öcalan, reconnu comme fondateur et leader historique, a ajouté que : « le résultat inévitable des déviations nationalistes extrêmes (...) ne peuvent apporter une réponse à la sociologie historique de la société ». Mais étant enfermé depuis 26 ans sur l'île d'Imrali, il n'est pas garanti que les leaders qui lui ont succédé adhèrent à sa vision, pouvant y voir un abandon des fondations idéologiques du PKK.

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a qualifié cet appel « d'opportunité historique ». Cependant, il reste de nombreux détails indéterminés au sujet des garanties éventuelle pour Abdullah Öcalan et pour les Kurdes en Turquie, ou bien des conséquences régionales en Syrie, ainsi qu'au refus des kurdes d'une armée unifiée face au nouveau pouvoir syrien.

Juliette MASSE

MOYEN-ORIENT

LES NÉGOCIATIONS AUTOUR DU CESSEZ-LE-FEU À GAZA

Le 19 janvier 2025 entrait en vigueur la première phase du cessez-le-feu dans la bande de Gaza, signé entre Israël et le Hamas sous la médiation de plusieurs pays : le Qatar, l'Égypte ou encore les États-Unis.

La première phase de cet accord prévoyait la libération de 33 otages détenus par le Hamas depuis l'attaque du 7 octobre 2023 et la libération de plus de 1 600 prisonniers palestiniens. Ces échanges étaient échelonnés sur une période de 6 semaines, s'accompagnaient d'un arrêt des combats dans la bande de Gaza et de l'arrivée de l'aide humanitaire à destination des Gazaouis.

Malgré quelques tensions et menaces de ruptures du cessez-le-feu, l'accord a été respecté par les deux parties. Se pose désormais la question des négociations autour de la phase 2 du cessez-le-feu qui aurait dû rentrer en vigueur le dimanche de 2 mars. Lors des premières négociations en janvier il avait été convenu que cette seconde partie de l'accord permettrait un retrait complet des forces israéliennes de la bande de Gaza et la libération des derniers otages. Depuis le 2 mars, les combats n'ont pas officiellement repris à Gaza mais plusieurs frappes aériennes ont été revendiquées par Tsahal et Israël a annoncé suspendre l'arrivée de l'aide humanitaire dans l'enclave.

Cette décision fait suite au refus du Hamas d'accepter la proposition américaine concernant la suite du cessez-le-feu jugée trop « conciliante » avec Israël. Le plan de l'administration américaine consistait à un nouveau cessez-le-feu de 42 jours avec une libération des derniers otages « morts ou vivants » divisée en deux phases, au début et à la fin de la phase 2. Les négociations sont pour l'instant à l'arrêt à cause des objectifs antagonistes du Hamas et d'Israël. Le premier refuse d'aborder autre chose que le départ des troupes israéliennes de la bande de Gaza et le second demande que une démilitarisation du territoire palestinien et l'élimination du Hamas.

L'Organisation des Nations Unies a d'ores et déjà appelé les deux parties à trouver un accord au plus vite afin d'éviter une reprise des hostilités qui serait « catastrophique » pour la population civile présente à Gaza et pour permettre le retour de l'aide humanitaire sur un territoire où les Gazaouis n'ont plus accès à des produits essentiels après 15 mois de siège.



Amandine PRINTZ

Crédit photo : Un camion censé transporter de l'aide humanitaire à Rafah, dans la bande de Gaza, à la frontière avec l'Égypte, le 2 mars 2025. (HANI ALSHAER / ANADOLU / AFP)

AFRIQUE

SOUDAN DU SUD : VERS UNE VIOLENCE GÉNÉRALISÉE ?

Les deux dernières semaines au Soudan du Sud ont été marquées par des événements tragiques mais aussi permettant une prise de conscience internationale des enjeux auxquels fait face le plus jeune pays du monde. L'initiation à cette vague de tensions est alimentée tout d'abord avec des combats, ayant éclaté les 14 et 15 février 2025 entre des militaires des forces de défense du peuple Sud-Soudanais (SSPDF) et des « jeunes armés », tuant plusieurs civils et blessant un casque bleu, dans le comité Nasir, dans le nord-est du pays.

Pour comprendre la situation à laquelle le Soudan du Sud fait face, il s'agit d'y traduire ses enjeux. En effet, après deux guerres civiles de 1955 à 1972 et de 1983 à 2005 menant à l'autonomie du Soudan du Sud au sein du Soudan, la région obtient enfin un référendum d'autodétermination en 2011, lui offrant son indépendance. Toutefois, de 2013 à 2020 une nouvelle guerre civile éclate au cœur du pays faisant 400 000 morts et 4 millions de déplacés. Aujourd'hui, le Soudan du Sud reste un pays fédéral, composé de plusieurs ethnies avec le taux d'indice de développement humain le plus faible au monde : 0,385.



De fait, les tensions au sein du pays restent éminemment présentes. Les différentes ethnies peinent à vivre ensemble en raison de la fréquence des pillages intercommunautaires et des atrocités que les enfants subissent : ils sont volés pour devenir esclaves sexuels ou encore engagés dans des milices. Le fait que l'État Sud-Soudanais n'aide pas sa population par son manque d'implication au sein des différents États constituant la fédération, ne permet pas une amélioration de la situation voire contribue à la montée des tensions et une potentielle violence généralisée. En effet, les élites politiques sont accusées d'abandonner leur population : l'indifférence du gouvernement vis-à-vis de la mise en place du « Livre vert » dans l'État de Warrap en 2024, autorisant les exécutions extrajudiciaires marquent un certain abandon de l'État central pour la sécurité de sa population. De plus, le rapport de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud met en avant que le gouvernement a généré plus de 3,5 milliards de dollars de recettes entre septembre 2022 et août 2024. Pour autant, les institutions publiques restent sous-financées et les fonctionnaires, non payés. Cela témoigne d'une corruption généralisée par les élites politiques et c'est pourquoi le commissaire Carlos Castresana Fernandez prétend que : « sans s'attaquer à ce pillage systématique - la corruption -, aucun accord de paix ne se traduira jamais par un changement significatif. »

De surcroît, le 25 février, les SSPDF ont lancé des frappes aériennes sur des positions du SPLA/IO, groupe d'opposition du gouvernement actuel. Ces frappes accentuent les tensions entre le gouvernement et l'opposition et, puisqu'elles ont également touché des zones civiles, cela renforce la frustration d'une partie de la population n'ayant pas le droit à la stabilité depuis près de 70 ans. L'accord de paix de 2018 a engendré l'unification des forces armées se combattant durant la guerre civile mais les nouveaux affrontements de ces derniers jours ne risquent que de raviver d'anciennes douleurs encore fragiles, ne laissant pas la population goûter à la paix, ni de près, ni de loin.

Lino TONI

Crédit photo : Le Conseil a adopté à l'unanimité de ses 15 membres la résolution 2132 qui fait passer le plafond autorisé des effectifs militaires de la Minuss de 7000 à 12 500 hommes.

PHOTO JAMES AKENA, ARCHIVES REUTERS

AFRIQUE

ACCORD HISTORIQUE ENTRE LES AUTORITÉS SÉNÉGALAISES ET LE MFDC

Le premier ministre sénégalais Ousmane Sonko a signé, le 23 février 2025, un protocole d'accord de paix avec les représentants du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC). Conclu après trois jours de négociation et sous la médiation du président de la Guinée-Bissau Umaro Sissoco Embaló, cet accord prévoit la démobilisation et la réinsertion au sein de la société civile sénégalaise des combattants du MFDC après plus de quarante années de lutte.

En effet, la Casamance est une région du sud du Sénégal presque entièrement enclavée entre la Gambie et la Guinée-Bissau. Cette séparation géographique a entraîné, dès l'indépendance du pays en 1960, une certaine marginalisation de la Casamance, accentuée par des clivages ethniques et culturels. Le MFDC a d'abord vu le jour comme parti politique en 1947. Le 26 décembre 1982, une marche pacifique est organisée par le MFDC à Ziguinchor avec l'objectif de placer un drapeau blanc à la place du drapeau sénégalais. violemment réprimée, cette marche marque le début des affrontements armés entre les autorités et le MFDC, qui se radicalise progressivement.

Ce dernier se dote ainsi d'un bras armé, l'Atika, qui entame une lutte sous forme de guérilla jusqu'en 1991, où un cessez-le-feu est établi. Cependant, les violences reprennent rapidement de manière sporadique, jusqu'à aujourd'hui. En 2007, la mort de l'une des figures du mouvement, l'abbé Augustin Diamacoune Senghor avait entraîné des dissensions au sein MFDC, tiraillé entre l'envie de poursuivre ce conflit ou d'y mettre un terme.



Le protocole d'accord pour la paix, conclu avec les autorités sénégalaises, s'inscrit dans une volonté affichée par le nouveau gouvernement de mettre un terme à l'un des plus vieux conflits larvés du continent africain, ayant fait plusieurs milliers de morts depuis 1982 (entre 3000 et 5000 selon des chiffres datant de 2010). Aussi, plusieurs tentatives de dialogue avaient déjà réuni les deux parties mais sans que cela n'aboutisse véritablement, malgré un accord finalement ratifié en 2022, sous la présidence de Macky Sall.

En outre, afin de s'assurer que le protocole d'accord de paix puisse se montrer effectif, le président Diomaye a inscrit dans sa stratégie nationale un plan de développement économique et social pour la Casamance. Dans le même temps, un précédent plan de relance avait déjà été mis en place en 2024 au profit des régions de Ziguinchor, Sedhiou et Kolda avec un budget de 53 milliards de Francs CFA pour la fin d'année 2024 et début 2025. Cette approche incluant réinsertion des combattants et politiques de développement Casamance laisse ainsi augurer un avenir plus prospère à la région de Casamance, si tant est que le protocole d'accord soit véritablement appliqué et respecté par les deux parties.

Maxime DUPINET

AFRIQUE

ATTAQUES DE BANDITS ARMÉS AU NIGER



D'après plusieurs sources, seize civils ont été tués dans des attaques perpétrées les 25 et 26 février 2025 dans la région de Dosso, au sud-ouest du Niger. Les assaillants, décrits comme des "bandits armés", se sont déplacés à moto et ont pris pour cible plusieurs localités. Ces violences s'inscrivent dans un contexte de montée de l'insécurité dans le pays, notamment en raison des activités de groupes criminels et djihadistes opérant dans le Sahel.

Le Niger fait face à une recrudescence des attaques armées, affectant tant les populations civiles que les forces de sécurité. Dans un climat d'instabilité politique et régionale, ces violences soulèvent des questions sur la capacité du gouvernement militaire à restaurer la sécurité, particulièrement après la rupture des partenariats sécuritaires avec certains acteurs internationaux.

Tout d'abord on peut observer une expansion géographique de l'insécurité, historiquement, les attaques armées au Niger se concentraient dans l'ouest (Mali et Burkina Faso) et dans le sud-est (région du lac Tchad). L'apparition d'attaques meurtrières dans la région de Dosso, proche de la frontière avec le Bénin, pourrait signaler une extension du phénomène vers le sud. Cette évolution pose un défi stratégique pour le régime militaire au pouvoir, qui a fait de la sécurité un axe central de sa légitimité.

Les autorités nigériennes parlent de "bandits armés", un terme utilisé pour désigner des groupes criminels impliqués dans le vol de bétail, le trafic de drogue ou le grand banditisme. Cependant, la porosité entre ces groupes et les organisations djihadistes opérants au Sahel complexifie l'identification des responsables. Cette ambiguïté peut traduire différents axes. Une volonté du gouvernement de minimiser une éventuelle menace djihadiste dans la région, une réalité de criminalité locale indépendante des réseaux terroristes, ou encore une interaction entre ces deux formes de violence.

De ce fait, on y voit plusieurs répercussions politiques et sécuritaires. En premier lieu, un impact sur la population : ces attaques risquent d'entraîner des déplacements de populations vers des zones plus sécurisées, alimentant une crise humanitaire croissante. Sans oublier la réaction du gouvernement, les autorités ont annoncé des enquêtes et un renforcement sécuritaire, mais les capacités de l'armée nigérienne restent limitées après la rupture avec certains partenaires internationaux. De plus, cela a des conséquences géopolitiques, ces événements surviennent alors que le Niger a rejoint l'Alliance des États du Sahel (AES) avec le Mali et le Burkina Faso, rompant avec la CEDEAO et la France.

Les attaques récentes à Dosso illustrent la persistance et la diversification des menaces sécuritaires au Niger. La junte militaire est confrontée à un défi majeur : restaurer l'ordre dans un contexte de recomposition géopolitique et d'isolement diplomatique. Le suivi des événements à venir sera crucial pour comprendre l'évolution de la situation et son impact sur la stabilité du pays et de la région.

Elora HOUEL

INDOPACIFIQUE

LES TENSIONS ENTRE PÉKIN ET CANBERRA NE CESSENT DE S'ACCROÎTRE

Comme nous avons pu l'évoquer au cours de la dernière veille stratégique, il semblerait que des tensions commencent à voir le jour entre la Chine et l'Australie. En effet, nous avons souligné, il y a de cela deux semaines, que les relations sino-australiennes s'étaient complexifiées dernièrement : le 11 février un avion de chasse chinois PLA-AF J-16 a libéré des fusées éclairantes près d'un avion de patrouille australien P-8A Poseidon tandis que ce dernier volait afin d'effectuer, selon les termes choisis par l'Australie, une « patrouille de surveillance maritime de routine en mer de Chine méridionale ».



À la suite de cet évènement, l'Australie a qualifié cette manœuvre de « dangereuse et peu professionnelle » et a exigé de la Chine qu'elle s'excuse pour son erreur qui aurait pu être fatale au pilote australien. Xiao Qian s'est exprimé le 27 février par le biais d'ABC pour affirmer que les exercices évoqués par l'Australie ne constituaient « aucune menace » pour cette dernière et qu'ils ne s'apparentaient qu'à une « pratique normale pour de nombreuses marines dans le monde ». Face à cette réponse, le Premier ministre australien, Anthony Albanese a déclaré que son gouvernement était en désaccord avec la Chine concernant les avertissements qu'elle aurait donné peu avant le début de l'exercice comme en témoigne ses propos : « nous pensons qu'il était approprié d'avoir reçu plus de préavis et nous l'avons clairement indiqué vendredi dernier ». Et s'il est vrai qu'il a reconnu que la Chine agissait conformément au cadre du droit international, il est important de souligner qu'il a ajouté « nous avons clairement indiqué que nous nous attendons à ce que plus de préavis ait été donné et nous avons protesté ». Xiao, quant à lui, n'a pas hésité à répondre à cette remarque dans une interview en déclarant : « Je ne vois pas la raison pour laquelle la partie chinoise devrait se sentir désolée à ce sujet, ou même penser à s'excuser pour cela ». Toutefois, il est important de souligner qu'en parallèle une flottille de trois navires - comprenant la frégate Hengyang de classe Jiangkai, le croiseur de classe Renhai Zunyi et le navire de ravitaillement de classe Fuchi Weishanhu - a longé le nord de l'Australie avant d'entreprendre des exercices de tir réel dans la mer de Tasman vendredi et samedi. Un vent de panique s'est alors abattu sur la population australienne en dépit des propos tenus par le ministre australien de la Défense, Richard Marles qui affirmait que la Chine ne représentait pas un danger pour la sécurité des Australiens. Xiao a insisté, en réponse, sur le fait que la Chine ne « constituait pas de menace pour l'Australie » et a affirmé que l'Australie était et resterait un « partenaire stratégique complet ». On comprend donc que les tensions persistent et tendent même à gagner en profondeur entre Pékin et Canberra : plus qu'à voir si ces dernières continueront de se dégrader dans les prochains jours ou s'orienteront, a contrario, vers un chemin plus favorable à la diplomatie.

Léa BLANCHET

INDOPACIFIQUE

LA CHINE MULTIPLIE LES EXERCICES MILITAIRES ET ENTRAÎNE SA CAPACITÉ DE PROJECTION



La marine chinoise a mené, ces dernières semaines, une série d'exercices militaires à travers toute la région Asie-Pacifique, démontrant des capacités inédites de projection dans la région.

Les 21 et 22 février, la Chine a mené un exercice militaire dans les eaux internationales de la mer de Tasmanie, entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, deux Etats avec qui les relations diplomatiques se sont tendues ces dernières années. Un exercice à feu réel sans prévenir les états riverains, a alors déclenché leur colère. Composée d'une frégate (Hengyang) et d'un croiseur (Zunyi) accompagnés d'un navire de ravitaillement (Weishanhu), la flottille a perturbée le trafic maritime et aérien de la région, un avion de ligne civil étant le premier à avoir repéré l'exercice. Au total, 49 vols ont dû être déroutés. Reconnaissant que Pékin n'ait pas violé le droit international, Canberra a particulièrement condamné ces méthodes, et a surveillé de près les navires présents à son large depuis déjà plusieurs semaines.

Le même jour, le Vietnam, a quant à lui annoncé de nouvelles revendications maritimes en mer de Chine méridionale, où la Chine et les Etats riverains se disputent les îles Paracel et Spratley. Hanoï affirme soumettre cette nouvelle ligne de base au droit international. La Chine a répondu en lançant une série d'exercices militaires se tenant du 24 au 27 février dans le golfe de Tonkin, partagé entre les deux pays. Le Vietnam n'a pas publiquement commenté ces exercices, ceux-ci se tenant à proximité du port chinois de Beibu, relativement loin du Vietnam. Mais les tensions sont à la hausse entre ces deux états concurrents. Cette nouvelle ligne de base est annoncée presque un an jour pour jour après une déclaration similaire de la Chine. Plus récemment, poursuivant ses intimidations contre ses voisins en mer de Chine, la marine chinoise a agressé 10 pêcheurs vietnamiens dans les îles Paracel, en blessant trois gravement.

Enfin, comme régulièrement tous les ans, la Chine a lancé de nouveaux exercices militaires dans le détroit de Taïwan. Le 26 février, Taïwan a arraisonné le navire « Hongtai », soupçonné de saboter des câbles sous-marins reliant l'île principale à de plus petites îles proches du continent. 32 avions militaires et 7 navires de guerre de l'Armée Populaire de Libération ont engagé là aussi des exercices à feu réel, repoussant toujours plus la « zone grise » dans ce détroit au statut très contesté, et se rapprochant toujours plus des ports et bases militaires taïwanaises. Ces nouvelles provocations interviennent aussi dans le contexte de l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis, peu favorable à soutenir militairement Taïwan. Pékin, face à la recomposition des rapports de force de ces dernières années, sonde ses capacités et les limites de l'île.

Ces trois exercices tenus quasiment en simultané démontrent d'une capacité croissante de déploiement par la Chine, mais aussi d'une instabilité toujours plus grande dans cette grande région Pacifique où la diplomatie, en recul face à des états qui ne s'en embarrasse plus, ne semble pas réussir à apaiser les tensions.

Baptiste POULARD

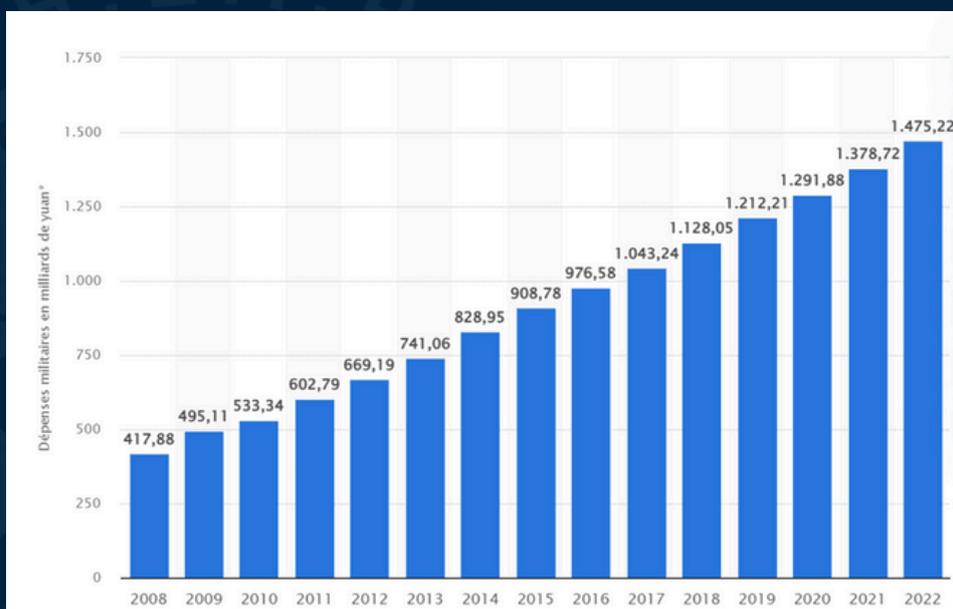
INDOPACIFIQUE

HAUSSE DU BUDGET DE DÉFENSE CHINOIS

En 2024, Pékin décidait d'augmentait son budget militaire de 5%. Cette année, le gouvernement décide à nouveau de revoir son budget à la hausse au même taux.

Face aux décisions américaines de taxer les produits étrangers, et le réarmement européen, Pékin élève donc son budget de défense à hauteur de 1.784,7 milliards de yuans soit 245,7 milliards de dollars. Comparé au budget américain, cette somme paraît dérisoire car elle ne représente qu'un tiers des dépenses de défense étatsuniennes s'élevant à 842 Milliards de dollars en 2024 selon la fondation pour la recherche stratégique.

Le gouvernement chinois justifie cette hausse par un besoin sécuritaire de s'armer. Cette position «défensive» rompt avec ses aspirations politiques, qu'elle assume, autour de Taïwan, ou des archipels présents en mer de chine méridionale. La posture défensive de Pékin entend protéger sa souveraineté, notion qui en Chine englobe les territoires cités précédemment.



Pékin justifie cette hausse par un besoin sécuritaire de s'armer. Cette position «défensive» rompt avec ses aspirations politiques, qu'elle assume, autour de Taïwan ou des archipels présents en mer de chine méridionale. La posture défensive de Pékin entend protéger sa souveraineté, notion qui en Chine englobe les territoires cités précédemment.

Cette annonce intervient alors que la croissance chinoise serait sur le point de ralentir. Le deuxième homme du pays, le premier ministre Li Qiang annonce en effet vouloir maintenir la croissance à 5 point de PIB. Pour autant, cet objectif est difficilement réalisable selon certains experts économiques. En effet la crise subit depuis plusieurs années une crise de l'immobilier, un chômage croissant chez les jeunes et un manque de consommation des ménages. Ce dernier problème touche à la confiance des acteurs économiques du pays et serait davantage psychologique qu'économique, et donc difficilement rectifiable. Pour palier à ces problèmes, Pékin entend augmenter son déficit budgétaire d'un point de PIB le faisant atteindre la somme de 734 milliards d'euros (en comparaison la France s'alarme d'un déficit budgétaire de 163,2 milliards d'euros).

Ainsi la possibilité d'une baisse de moitié des budget de défense des usa, de la Chine et de la Russie (possibilité émise par M. Trump en Février) semble caduc.

Rodolphe UGUEN

AMÉRIQUES

LA COLOMBIE EN PROIE À UNE CRISE POLITIQUE

La Colombie traverse une période de turbulences politiques sans précédent, marquées sur le fond d'une crise gouvernementale. Le président Gustavo Petro, élu en 2022 avec l'ambition de transformer le pays, se retrouve aujourd'hui face à des blocages qui freinent ses grandes réformes. Son gouvernement fait face à des tensions internes et des difficultés à imposer ses projets face aux résistances du Congrès. Le 9 février 2025, Petro a demandé la démission de l'ensemble de son cabinet ministériel. Ce coup de force fait suite à une réunion gouvernementale tendue, où le président a exprimé son mécontentement face au manque de résultats sur ses promesses de campagne. Parmi les départs les plus marquants, on retrouve Susana Muhamad, ancienne ministre de l'Environnement et Gloria Ramirez, ancienne ministre du Travail.

Petro a immédiatement remanié son gouvernement, en nommant de nouveaux ministres comme Luis Fernando Velasco au poste de ministre de l'Intérieur. Cette nomination est marquante : Velasco est le premier militaire à la tête du ministère de la Défense depuis 1991. D'autres changements incluent Ricardo Bonilla aux Finances, Jhenifer Mojica à l'Agriculture et Guillermo Alfonso Jaramillo à la Santé.



Ces nouvelles nominations montrent une volonté de miser davantage sur des technocrates et des experts plutôt que sur des figures politiques traditionnelles, dans l'espoir d'accélérer la mise en place des réformes.

De plus, la situation reste préoccupante sur le plan sécuritaire. La suspension des négociations de paix avec l'ELN en janvier 2025, à la suite d'une recrudescence des violences, a porté atteinte à la politique de dialogue prônée par Petro. Le président colombien accuse l'organisation de « crimes de guerre ». Les nouveaux affrontements, et l'intervention militaire annoncée par Ivan Velasquez, témoignent de la persistance des défis sécuritaires, malgré l'accord de paix historique signé avec les FARC en 2016.

Par ailleurs, le rejet du budget 2025 par le parlement, une première dans l'histoire du pays, a plongé le gouvernement dans une crise budgétaire sans précédent. Les marchés financiers s'inquiètent des orientations économiques de Petro, notamment de sa volonté de réformer en profondeur le système de décentralisation.

Cette crise pose de grands défis pour Petro, dont la popularité est passée en dessous de la barre des 30%. D'un côté, il doit relancer son programme de réformes sociales et économiques, qui n'avance pas à cause des blocages institutionnels. De l'autre, il doit gérer les tensions au sein de sa propre coalition, notamment après la polémique autour de la présence d'Armando Benedetti lors d'une réunion ministérielle récente. Ce dernier est visé par une plainte pour violences à caractère sexiste et fait également l'objet d'une enquête pour des irrégularités dans le financement de la campagne présidentielle.

Blanche ARMINJON

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : NOMINATION CONTROVERSÉE DE KASH PATEL À LA TÊTE DU FBI

La confirmation de Kash Patel au poste de directeur du FBI, bien que serrée, marque une nouvelle étape dans la refonte des institutions sous l'administration Trump. Avec 51 votes en sa faveur contre 49, dont deux sénatrices républicaines opposées à sa nomination, l'ancien procureur fédéral de 44 ans, fervent soutien de Donald Trump, prend la tête de la police fédérale américaine malgré des critiques virulentes de l'opposition démocrate.

L'opposition démocrate a vivement dénoncé cette nomination. Le sénateur Dick Durbin a qualifié Patel de « dangereusement et politiquement extrême », ajoutant qu'il entendrait se servir du FBI pour « se venger de ses ennemis politiques ». Au cours de son audition au Sénat en janvier, Patel avait réfuté ces accusations, assurant qu'aucun agent ne subirait de représailles politiques sous son mandat.



Patel s'est distingué par son soutien aux émeutiers du Capitole du 6 janvier 2021 ainsi que par ses déclarations controversées sur la nécessité d'une refonte profonde des agences de renseignement. Peu après sa confirmation, il a affirmé sur les réseaux sociaux : « Le peuple américain mérite un FBI transparent, responsable et engagé en faveur de la justice.

La politisation de notre système judiciaire a érodé la confiance du public, mais c'est terminé. » Il a ajouté que sa mission était claire : « laissez les bons flics être des flics et rétablir la confiance dans le FBI ».

Depuis le retour au pouvoir de Donald Trump, le FBI connaît une profonde transformation. De nombreux hauts responsables ont été poussés à la démission ou limogés, et des licenciements visent des agents impliqués dans les enquêtes sur l'assaut du Capitole et la rétention de documents classifiés par Trump. Neuf d'entre eux ont d'ailleurs intenté une action en justice contre le ministère de la Justice pour protéger leurs informations personnelles.

Né à New York de parents immigrés indiens, Kash Patel a exercé plusieurs fonctions clés lors du premier mandat de Donald Trump, notamment en matière de contreterrorisme. Il succède à Christopher Wray, qui a démissionné après la réélection de Trump en novembre 2024. Sa nomination s'inscrit dans une série de choix controversés, à l'image de Robert F. Kennedy Jr., connu pour ses positions antivaccins, au ministère de la Santé, et de Tulsi Gabbard, aux orientations pro-russes, à la tête de la CIA.

Dans son autobiographie *Government Gangsters*, Patel évoque son parcours et son combat contre le « deep state », un concept clé des théories conspirationnistes qu'il défend ouvertement. Parmi ses idées les plus radicales figure notamment la transformation du siège du FBI en un « musée de l'État profond ». Le Sénat, malgré sa courte majorité républicaine, a validé une nomination qui pourrait marquer un tournant majeur pour le FBI. Reste à voir comment Patel usera de son pouvoir et quelles réformes il engagera au sein de la police fédérale, dans un contexte de tensions politiques exacerbées aux États-Unis.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : UNE RÉDUCTION NON NÉGLIGEABLE DU BUDGET DE LA DÉFENSE

L'administration Trump a proposé une réduction significative du budget de la défense américaine pour l'année 2025, avec une baisse envisagée de 8 %. Cette décision fait partie d'un plan plus large visant à rediriger les fonds vers des priorités militaires spécifiques, telles que la modernisation des armes et le renforcement des capacités de défense face aux menaces émergentes. L'objectif est de concentrer les ressources sur la modernisation des forces conventionnelles, tout en réajustant certains programmes jugés moins essentiels, comme ceux liés à l'achat de nouveaux avions de chasse pour l'Air Force.

Cette coupe budgétaire risque de raviver des tensions anciennes avec le Congrès. Certaines factions, notamment parmi les représentants de l'Air Force, s'inquiètent de l'impact de ces réductions sur leur capacité à maintenir et développer des équipements stratégiques. Ces derniers font valoir que ces coupes pourraient affaiblir à long terme la compétitivité de l'armée de l'air américaine et l'empêcher de suivre le rythme de ses adversaires. Le choix de réduire certains programmes d'armement, notamment des projets d'aviation militaire, pourrait en effet avoir des conséquences sur la préparation à des conflits de haute intensité.

Ce plan s'inscrit dans une volonté de l'administration Trump de réorienter les priorités de la défense en fonction de ses objectifs géopolitiques, principalement la gestion des tensions avec la Chine et la Russie. En réaffectant une partie du budget de la défense, le gouvernement entend répondre aux défis stratégiques actuels, en investissant dans des technologies et des capacités militaires jugées plus adaptées aux menaces modernes.



Cependant, cette approche soulève des préoccupations parmi certains experts, qui s'inquiètent des effets à long terme sur la préparation de l'armée à des conflits futurs. Les coupes proposées sont également perçues par certains analystes comme un moyen pour l'administration de mettre en œuvre des politiques internes, voire des projets militaires plus proches des priorités politiques de Trump. En l'occurrence, la réduction du budget semble viser à renforcer certains programmes phares tout en laissant de côté des investissements jugés moins en phase avec ses priorités. De plus, ces réductions risquent d'alimenter un débat sur l'équilibre à maintenir entre les besoins en défense et d'autres priorités nationales, telles que les investissements dans les infrastructures ou la santé publique.

Wandrille PICAULT

ARMEMENT

LES PLANEURS HYPERSONIQUES : LA RÉVOLUTION MILITAIRE OÙ LA FRANCE VEUT REPRENDRE SON ENVOL

Dans un monde où la vitesse est synonyme de supériorité militaire, les planeurs hypersoniques s'imposent comme l'une des avancées les plus stratégiques du XXI^e siècle. Capables de dépasser Mach 5 (plus de 6 125 km/h) tout en manœuvrant de façon imprévisible, ces engins révolutionnent l'art de la guerre en rendant obsolètes de nombreux systèmes de défense antimissile. Si les États-Unis, la Russie et la Chine dominent ce domaine, la France refuse d'être spectatrice et se repositionne avec des projets ambitieux.

Dans les années 1960, la France explorait déjà l'hypervélocité avec le projet VERAS, mais les contraintes budgétaires ont conduit à son abandon. Pendant des décennies, le pays est resté en retrait alors que d'autres nations investissaient massivement. Cependant, en 2019, Paris a décidé de revenir dans la course avec le programme V-MaX (Véhicule Manœuvrant Expérimental), mené par la Direction générale de l'armement (DGA) en collaboration avec ArianeGroup et l'ONERA.



Le pari a été payant : le 26 juin 2023, la France a réussi son premier test en vol. Lancé depuis Biscarrosse, le démonstrateur V-MaX a atteint des vitesses hypersoniques, marquant une avancée technologique significative et prouvant que la France peut rivaliser avec les grandes puissances.

Contrairement aux missiles balistiques classiques, les planeurs hypersoniques peuvent modifier leurs trajectoires en plein vol, rendant leur interception extrêmement complexe. Une nation qui maîtrise cette technologie acquiert un avantage stratégique majeur, tant en dissuasion qu'en capacités offensives. Pour la France, investir dans cette technologie est une question de souveraineté et de crédibilité militaire. Ne pas suivre cette révolution, c'est risquer un déclassement stratégique face aux puissances qui développent déjà leurs propres systèmes hypersoniques. C'est pourquoi l'Agence d'Innovation de la Défense (AID) et la DGA collaborent étroitement avec le secteur privé pour perfectionner ces engins et garantir un futur arsenal performant.

Avec le succès de V-MaX, la France affirme son savoir-faire technologique. L'enjeu est désormais d'industrialiser et d'opérationnaliser cette capacité stratégique pour s'imposer dans l'ère de l'hypervélocité.

Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ

BRUXELLES LANCE UN PLAN MASSIF DE 800 MILLIARDS D'EUROS POUR RENFORCER LA DÉFENSE DE L'EUROPE

Bruxelles, 4 mars 2025. La Commission européenne a dévoilé un plan sans précédent visant à « réarmer l'Europe » face aux menaces actuelles. Doté d'un potentiel de 800 milliards d'euros, ce programme ambitieux doit permettre de renforcer significativement les capacités militaires des États membres tout en offrant un soutien immédiat à l'Ukraine en guerre. Annoncé par Ursula von der Leyen quelques heures à peine après la suspension de l'aide militaire américaine à Kiev, ce plan marque un tournant historique pour la sécurité du continent.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'incertitude grandissante autour du soutien américain ont profondément ébranlé l'ordre sécuritaire européen. « Nous vivons une époque extrêmement dangereuse. Je n'ai pas besoin de décrire la gravité de la menace à laquelle nous sommes confrontés », a averti Ursula von der Leyen en introduction, en référence au conflit ukrainien qui s'enlise. Ce constat alarmant survient alors que, quelques heures plus tôt, Washington – sous la présidence de Donald Trump – a annoncé la suspension de son aide militaire à Kiev, un choc pour les Européens.

Privée du soutien américain, l'Union européenne se trouve au pied du mur pour assurer sa propre sécurité. Les appels à une plus grande autonomie stratégique résonnent depuis plusieurs années, mais la situation actuelle agit comme un puissant catalyseur. Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche est perçu comme un « réveil brutal » pour des alliés habitués depuis 1945 au parapluie militaire des États-Unis. Moscou, de son côté, se félicite ouvertement du désengagement américain – qualifiant l'arrêt de l'aide à l'Ukraine de « meilleure contribution possible » à la fin du conflit – et observe d'un œil critique l'Europe qui s'organise pour combler le vide. Dans ce climat tendu, les dirigeants européens n'ont d'autre choix que d'accélérer le renforcement de leur défense. « Si ce n'est pas Bruxelles, alors ce sera Moscou. À vous de choisir. C'est cela la géopolitique », avait prévenu le président ukrainien Volodymyr Zelensky lors de la récente conférence de Munich, exhortant l'Europe à prendre son destin en main.

Face à ces défis, l'UE a décidé de passer à l'action. L'objectif affiché par Bruxelles est clair : bâtir une Europe « plus sûre et résiliente » pour protéger le continent, tout en intensifiant le soutien à l'Ukraine dans sa guerre contre la Russie. Cet effort s'inscrit dans la continuité de la hausse des dépenses militaires déjà amorcée par de nombreux États après 2022. La plupart des pays européens ont augmenté leur budget de défense depuis le début de l'invasion russe, mais l'initiative de la Commission vise à coordonner et amplifier ces efforts de manière collective.



Maximilien DESFORGES

OBJECTIFS ET DÉTAILS DU FINANCEMENT

Le programme baptisé «ReArm Europe» entend mobiliser près de 800 milliards d'euros en dépenses d'armement pour les prochaines années. Son objectif stratégique est de renforcer la dissuasion européenne et de combler les lacunes capacitaires révélées par la guerre en Ukraine, tout en rendant les armées du Vieux Continent moins dépendantes des États-Unis. «L'Europe est prête à assumer ses responsabilités... Nous pourrions mobiliser près de 800 milliards d'euros pour une Europe sûre et résiliente», a déclaré Ursula von der Leyen, ajoutant que «c'est le moment de l'Europe» et que l'UE est prête à monter en puissance.

Sur le plan financier, Bruxelles propose un assouplissement inédit des règles budgétaires et la mise en place de financements communs. Les principales mesures annoncées comprennent :

- **Exemption temporaire des dépenses de défense du calcul des déficits** : pendant quatre ans, les investissements militaires nationaux ne seront plus comptabilisés dans les critères de déficit excessif de l'UE. En activant cette clause de dérogation au Pacte de stabilité, les États membres disposeront d'une importante «marge budgétaire» pour réarmer sans craindre de sanctions financières. «Cela permettra aux États membres d'augmenter significativement leurs dépenses de défense sans déclencher la procédure de déficit excessif», explique Ursula von der Leyen. D'après la Commission, si chaque pays augmentait ses dépenses militaires d'environ 1,5 % du PIB en moyenne, cela dégagerait près de 650 milliards d'euros de capacité budgétaire supplémentaire sur la période.
- **Un emprunt commun européen de 150 milliards d'euros** : la Commission va lever des fonds sur les marchés afin de prêter 150 milliards d'euros aux Vingt-Sept. Ces prêts à taux avantageux aideront à financer des projets de défense paneuropéens stratégiques. Il s'agit de la première fois qu'un emprunt conjoint est envisagé spécifiquement pour la défense – un mécanisme déjà utilisé pour le plan de relance post-Covid, désormais étendu au domaine militaire.
- **Réorientation de fonds européens existants** : les États pourront rediriger une partie des crédits des fonds de cohésion (destinés à la base aux projets de développement régional) vers des dépenses de défense. Cette flexibilité budgétaire, encore impensable il y a peu, consacre la sécurité comme nouvelle priorité de l'UE, au même titre que la cohésion économique.
- **Mobilisation de l'investissement privé** : Bruxelles compte aussi stimuler le financement privé de l'effort de défense. L'accélération de la mise en place de l'Union de l'épargne et de l'investissement doit permettre de canaliser une partie de l'épargne privée européenne vers l'industrie d'armement. Parallèlement, la Banque européenne d'investissement (BEI) pourrait lancer des programmes spécifiques dédiés à la défense, afin de soutenir l'innovation et la production dans ce secteur stratégique.

DÉFENSE

PERSPECTIVES

En lançant ce plan colossal, l'Union européenne fait le pari d'une montée en puissance sans précédent de son rôle en matière de défense. À court terme, l'impact principal sera de crédibiliser la posture de sécurité de l'UE. Sur le terrain, cela pourrait se traduire par une inversion du rapport de force en Ukraine – si l'afflux d'armes européennes aide Kiev à reprendre l'avantage – et par une dissuasion plus affirmée vis-à-vis de la Russie, limitant les risques d'extension du conflit au-delà de l'Ukraine. En interne, ce sursaut sécuritaire renforce la cohésion politique de l'UE : face à l'épreuve, les 27 affichent une unité relativement solide, mettant de côté certaines divergences budgétaires ou idéologiques pour privilégier l'intérêt commun de la protection du continent.

À plus long terme, les implications sont potentiellement transformantes pour l'Union. D'un point de vue structurel, le succès de ReArm Europe pourrait poser les jalons d'une véritable Europe de la défense intégrée. Si les programmes conjoints aboutissent, l'UE disposera d'armements interopérables, de doctrines partagées et peut-être, un jour, de forces communes plus formalisées. On entrevoit ainsi l'éventualité d'une défense européenne quasi-fédérale, où les souverainetés s'agrègent pour former un bouclier unique. Politiquement, cela rehausserait considérablement le poids de l'Europe sur la scène mondiale. Une UE capable de projeter de la puissance militaire gagnerait en influence diplomatique. Elle pourrait peser plus fort dans les crises internationales, qu'il s'agisse de stabiliser son voisinage (Balkans, Moyen-Orient, Afrique) ou de contribuer à la sécurité dans des zones plus lointaines (Indo-Pacifique, missions de paix de l'ONU).

Certes, l'Union européenne ne se transformera pas du jour au lendemain en superpuissance militaire rivale des États-Unis ou de la Chine. Des contraintes demeureront : l'absence d'un commandement unifié, la dépendance persistante à certaines technologies américaines (notamment en matière de renseignement ou de propulsion), ou encore la nécessité de concilier les cultures stratégiques variées des États membres. Néanmoins, l'élan actuel vient combler un défaut originel de la construction européenne. Longtemps, l'Europe économique est restée un nain militaire sur qui pesait l'ombre bienveillante de l'allié américain. En décidant d'investir massivement dans sa défense, l'UE s'engage sur la voie de la maturité stratégique.



Maximilien DESFORGES

DÉFENSE

Les défis à venir ne manquent pas. Il faudra tenir la cadence financière au-delà de l'urgence du moment : passé le coup de fouet des quatre années d'exemption budgétaire, les gouvernements devront peut-être ancrer durablement des budgets militaires élevés (l'objectif de 5 % du PIB évoqué par Trump paraît excessif, mais des niveaux autour de 3 % pourraient devenir la norme pour plusieurs pays). Il s'agira aussi de gérer la transition industrielle : l'argent injecté devra se traduire en résultats concrets, sans diluer l'effort dans des projets bureaucratiques ou des surcoûts. La pression de la menace russe restera un facteur déterminant pour maintenir l'unité et la motivation européennes ; si, par optimisme, la situation géopolitique s'apaisait, l'opinion publique pourrait rechigner à soutenir indéfiniment de telles dépenses militaires. L'UE devra donc sans doute justifier son rôle de puissance mondiale en devenant non seulement par la crainte de la guerre, mais aussi par la promesse d'une contribution positive à la stabilité internationale.

Quoi qu'il en soit, l'initiative de Bruxelles consacre un changement d'ère. En ce début 2025, l'Europe prend son destin en main comme rarement depuis sa création. «C'est un moment pour l'Europe. Et nous sommes prêts à nous hisser à la hauteur», a proclamé Ursula von der Leyen en concluant la présentation de son plan. Dans un monde en recomposition, cette Europe qui réarme et s'unit envoie un message clair : celui d'une puissance civile qui accepte désormais que sa souveraineté passe aussi par la puissance militaire. Les mois à venir diront dans quelle mesure ce grand dessein pourra devenir réalité, mais d'ores et déjà, le rôle mondial de l'Union européenne s'en trouve renforcé – avec l'espoir, pour les Européens, de ne plus jamais être pris au dépourvu face à la tempête de l'histoire.



Maximilien DESFORGES

Crédit photo : Le président Trump et le vice-président JD Vance affrontent le président ukrainien Zelenskyy lors d'une réunion dans le bureau ovale le 28 février 2025. (Photo : Maison Blanche/Wikimedia Commons)

Le président français Emmanuel Macron, le Premier ministre britannique Keir Starmer et le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy posent pour une photo de famille lors d'un sommet tenu à Lancaster House, dans le centre de Londres, le 2 mars 2025. AFP - CHRISTOPHE ENA -

SOURCES

• EUROPE

- **Un plan historique de 800 milliards d'euros pour moderniser la défense européenne**
 - "Ursula von der Leyen dévoile un plan de 800 milliards d'euros destiné à renforcer la défense européenne" Le Monde avec AFP, publié le 04/03/2025
 - "Défense européenne : l'UE dévoile un plan pour mobiliser près de 800 milliards d'euros" La Croix, publié le 04/03/2025
 - "Défense européenne : un plan de 800 milliards d'euros pour "réarmer l'Europe" Vie publique, publié le 05/03/2025
 - "Ursula von der Leyen annonce un plan de 800 milliards d'euros pour réarmer l'Europe" Le Point, publié le 04/03/2025 par Emmanuel Berretta
- **Sommet de Londres : l'Europe face au défi d'une défense sans les Etats-Unis**
 - "L'Europe s'unit derrière l'Ukraine mais appelle au soutien des États-Unis" euronews, publié le 02/03/2025 par Stefan Grobe
 - "« Les Européens doivent dessiner une Europe post-Amérique, et l'Ukraine sera leur premier grand test »" Le Monde, publié le 03/03/2025,
 - "À Londres, les Européens font front commun pour soutenir l'Ukraine" podcast franceinfo, publié le 03/03/2025 par Claude Guibal
- **Fin du soutien militaire américain : quels enjeux pour Kiev ?**
 - "Guerre en Ukraine : pourquoi Donald Trump a-t-il décidé de suspendre l'aide militaire américaine ?" Franceinfo, publié le 04/03/2025
 - "Sans l'aide américaine et le soutien de Donald Trump, l'Ukraine va-t-elle perdre la guerre contre la Russie ?" actu.fr, publié le 05/03/2025 par Maxime T'sjoen
 - "Suspension de l'aide américaine à l'Ukraine : une bombe à fragmentation" La Croix, publié le 04/03/2025 par Laurent Larcher
 - "États-Unis: Donald Trump suspend les aides militaires à l'Ukraine" rfi, publié le 04/03/2025

• MOYEN-ORIENT

- **Gaza : les bénéfices stratégiques d'Al-Sissi dans l'impasse du conflit**
 - « *Le double jeu de l'Égypte à Gaza* » - Le Monde, 02/03/2025
 - « *Aux portes de Gaza, le périlleux jeu d'équilibriste de l'Égypte* » - L'Orient Le Jour, 12/03/2025
 - « *Reconstruction de Gaza : un projet alternatif porté par l'Égypte exclut le Hamas* » - France 24, 04/03/2025
- **Abdullah Öcalan appelle à l'auto-dissolution et au dépôt des armes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)**
- « Abdullah Öcalan appelle à la dissolution du PKK : le texte intégral », Fabrice Balanche, Le Grand continent, 03/03/25
- « Le PKK annonce un cessez-le-feu avec la Turquie, après 40 ans de lutte armée », euro news, 01/03/25
- « Le PKK, une perspective d'abandon de la lutte armée », Nicolas Balu, France Culture, 28/02/25
- « Turquie : le mouvement kurde PKK annonce un cessez-le-feu », TV5 monde info, 28/02/25
- **Les négociations autour du cessez-le-feu à Gaza**
 - « *Cessez-le-feu à Gaza : quatre questions sur le blocage de la deuxième phase de la trêve entre Israël et le Hamas* » - France Info, 02/03/2025
 - « *L'accord de cessez-le-feu à Gaza, une avancée fragile permise par la reconfiguration du Moyen-Orient et la pression conjointe Biden-Trump* » - Le Monde, 16/01/2025
 - « *Gaza : l'ONU appelle Israël et le Hamas à entamer la seconde phase du cessez-le-feu | ONU Info* » - ONU Info, 25/02/2025

SOURCES

• AFRIQUE

◦ **Soudan du Sud : vers une violence généralisée ?**

- Nations Unies : « Soudan du Sud : les dirigeants laissent tomber leur propre peuple », 28/02/2025.
- L'Orient-le Jour : « Soudan du Sud : les dirigeants attisent la violence selon l'ONU », 28/02/2025.
- Le Monde : « Soudan du Sud : craintes d'une violence généralisée dans le nord du pays », 28/02/2025.

◦ **Accord historiques entre les autorités sénégalaises et le MFDC**

- Le Monde : « Le Sénégal et la rébellion de Casamance signent « un accord important » pour la paix », 24/02/2025
- Perspective Monde : « Début d'un conflit dans la région de la Casamance, au Sénégal », Ecole de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada, 26/12/1982
- TV5 Monde : « Au Sénégal, quelle issue en Casamance après quarante ans de conflit ? », VENDRELY Matthieu, 08/02/2021

◦ **Attaques de bandits armés au Niger**

- Le Monde : "Niger : Seize civils tués dans deux attaques de bandits armés, rapporte la radio nationale." 27/02/2025
- Sahel Intelligence : "Niger : 16 villageois tués dans des attaques de bandits armés à Dosso." 27/02/2025

• INDOPACIFIQUE

◦ **Les tensions entre Pékin et Canberra ne cessent de s'accroître**

- "No reason for China to apologise to Australia for live-fire drills, ambassador says", The Guardian, 27/02/2025
- « Pékin refuse de s'excuser après ses manœuvres navales au large de l'Australie », Franceinfo, 28/02/2025
- « La Chine refuse de s'excuser après ses manœuvres navales au large de l'Australie », Le journal de Québec, 27/02/2025

◦ **La Chine multiplie les exercices militaires et entraîne sa capacité de projection**

- •Harold Thibault, Au large de Taïwan mais aussi de l'Australie, la Chine multiplie les exercices militaires à tirs réels, Le Monde, 27/02/2025.
- •Australie : le pays préoccupé par des exercices de tirs réels de navires chinois au large de sa côte est, Le Figaro, 21/02/2025.
- •Donner un sens aux derniers exercices navals de la Chine en Asie-Pacifique, Visualiser la Corruption, 01/03/2025.

◦ **Hausse du budget de défense chinois**

- La Tribune : La puissance militaire de la Chine en quatre graphiques, 05/03/25
- Le Figaro : Chine: le budget de la Défense en hausse de 7,2% pour 2025, 05/03/25
- Zone Militaire : La Chine annonce une nouvelle hausse de 7,2 % de ses dépenses militaires, 05/03/25

SOURCES

• AMÉRIQUES

○ **La Colombie en proie à une crise politique**

- « Crise gouvernementale en Colombie, le président appelle ses ministres à démissionner », *l'Express*, 10/02/2025
- « En Colombie, le président, Gustavo Petro, demande la démission de tous ses ministres », *Le Monde*, 10/02/2025
- « En Colombie, les affrontements impliquant l'ELN font plus de 80 morts, selon les autorités », *Le Monde*, 19/01/2025

○ **Etats-Unis : nomination controversée de Kash Patel à la tête du FBI**

- « La nomination controversée de Kash Patel à la tête du FBI confirmée par le Sénat américain », par *Le Monde avec AP et AFP*, *Le Monde*, 21/02/2025
- « États-Unis : choix contesté de Trump, Kash Patel confirmé à la tête du FBI », par *Le Figaro avec AFP*, *Le Figaro*, 21/02/2025
- « Etats-Unis : le controversé Kash Patel confirmé de justesse à la tête du FBI », par R.D. avec *AFP*, *L'Express*, 21/02/2025
- « Qui est Kash Patel, ce fidèle controversé de Trump nommé à la tête du FBI ? », par Thomas Graindorgen, *Le Point*, 21/02/2025

○ **Etats-Unis : Une réduction non négligeable du budget de la défense**

- "Air Force budget cuts may open old wounds with Congress", *Defense News*, 25/02/2025
- "White House eyes 8% cut to defense budget to boost Trump priorities", *Military Times*, 19/02/2025
- "L'administration Trump veut réorienter une partie du budget du Pentagone pour financer ses priorités militaires", *Le Monde*, 20/02/2025
-

• ARMEMENT

○ **Les planeurs hypersoniques : la révolution militaire où la France veut reprendre son envol**

- « L'engin hypersonique français : historique et stratégique », *Contrepoints*, 06/08/2023
- « Les missiles hyperveloces : une technologie stratégique mais immature », *Ministère des Armées*, 19/07/2021
- « Le planeur hypersonique français V-MaX se dévoile », Sylvain Pyget, *Futura Science*, 05/02/2024
- « Système Hypersoniques », *Ariane Group*, 2025
- « Hypervélocité : autrefois pionnière, la France à nouveau dans la course », *Institut des hautes études de défense nationale*, 2025

SOURCES

- **Défense**

- **Bruxelles lance un plan massif de 800 milliards d'euros pour renforcer la défense de l'Europe**

- Ouest France - [Défense de l'UE : pour "réarmer l'Europe", Von der Leyen annonce un plan de 800 milliards d'euros](#)
- Toute l'Europe - [Guerre en Ukraine : l'UE dévoile un plan de 800 milliards d'euros pour "réarmer l'Europe"](#)
- Webdo - [L'UE dévoile un plan de 800 milliards d'euros pour renforcer sa défense](#)
- Trends-Tendances - [Von der Leyen avance le plan ReArm Europe : 800 milliards pour la défense](#)
- Bruegel - [États-Unis ou Europe : qui aide le plus l'Ukraine ?](#)
- France Représentation auprès de l'UE - [Discours sur l'état de l'Union 2023 de la Présidente von der Leyen](#)





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

